

*Initiatives ministérielles*

Que prennent les grands chalutiers étrangers, les navires-usines et les autres? Ils prennent le poisson qu'ils ont l'habitude de prendre, en plus du merlu argenté, et ils perturbent les zones de frai de nos pêcheries.

La feuille de route du gouvernement en ce qui touche l'évaluation scientifique des stocks n'est pas reluisante, comme on l'a vu dans le cas de la morue du Nord. Résultat: les stocks ont diminué, et les pêcheurs se retrouvent Gros-Jean comme devant après avoir investi de l'argent dans du matériel perfectionné, bien souvent avec l'appui des gouvernements fédéral et provincial. Les pêcheurs ont aussi dans bien des cas perdu une partie de leur marché en raison des taux d'intérêt élevés et de la hausse artificielle du dollar canadien qui a suivi, en supposant qu'ils aient un marché.

Les deux régions que je représente, Digby et Yarmouth, ainsi que celle de Shelburne, qui est représentée par mon collègue de South Shore, ont exploité un marché pendant de nombreuses années, mais ils l'ont perdu aujourd'hui parce qu'ils n'ont plus de poisson à vendre. Les pêcheurs ne devraient pas s'inquiéter des taux d'intérêt élevés ou de la valeur du dollar. Ils pourraient vendre du poisson. Leur poisson a toujours été reconnu pour être le meilleur. Les pêcheurs hauturiers ont du poisson à vendre au large, mais la qualité laisse parfois à désirer. Ce que je veux dire, c'est que si au moins ils avaient du poisson, ils pourraient le mettre en marché et se tirer d'affaire.

Environ le quart seulement de l'aide prévue par le gouvernement, soit 120 millions de dollars des 584 millions étalés sur cinq ans, servira à créer de nouveaux emplois pour les travailleurs d'usine. Dans ce programme d'aide, il n'y a pas beaucoup d'argent frais: 426 millions sur cinq ans, ce qui fait une moyenne de 108 millions par province pendant cinq ans, ou 20 millions par province et par année. Cela, pour une industrie comptant plus de 100 000 travailleurs et dont le chiffre d'affaires s'élève à un milliard de dollars par année.

On a aussi consacré de l'argent au développement et à la mise en marché d'espèces sous-utilisées. Sauf erreur, ce sont 50 millions de dollars qui ont été affectés au développement de marchés pour des espèces sous-utilisées comme le merlu argenté. La semaine dernière, 20 navires russes étaient présents dans la zone du banc de Brown et, dans le secteur propre au merlu argenté, on trouvait 42 navires étrangers pêchant dans ce qu'on appelle le «easterd». Le terme «easterd» désigne le sud-est d'Halifax, et le banc de Brown est probablement dans la même région. On trouve encore des navires étrangers qui pêchent dans ces zones, alors que nos pêcheurs ne peuvent pas y aller.

Si l'on investissait davantage d'argent dans les marchés sous-exploités, on verrait que la pêche hauturière s'en trouverait probablement stimulée. Aussi ironique que cela puisse paraître, à l'époque où personne ne voulait pêcher la morue de l'Atlantique, le gouvernement libéral d'alors avait décidé d'encourager les pêcheurs hauturiers à le faire en leur proposant un stimulant très intéressant. En effet, il leur offrait tant la livre par bateau jusqu'à concurrence de 13 000 \$ par voyage de pêche pour les pêcheurs de Terre-Neuve et de 15 000 \$ pour ceux de la Nouvelle-Écosse. Toutefois, le gouvernement payait une partie du coût de l'assurance indispensable, car la pêche hauturière à la morue de l'Atlantique était considérée comme dangereuse, et il postait un observateur sur les bateaux de pêche à la morue.

On ne peut pas lancer aujourd'hui un programme de ce genre à cause de l'Accord de libre-échange. On ne pouvait même pas verser directement aux conserveries ou aux pêcheurs les fonds de renflouement annoncés la semaine dernière. On pouvait tout au plus les accorder aux localités et aux travailleurs mis à pied qui participent au programme de recyclage. On ne pouvait pas les verser directement au secteur de la pêche, car à cause de l'Accord de libre-échange, cela aurait pu être considéré comme une subvention aux sociétés de pêche hauturière.

Alors, on a fait un cadeau à la société Produits de la mer national limitée pour qu'elle continue d'exploiter ses entreprises et pour que ses bateaux quittent les ports de Lockeport, de Canso et de North Sydney sans problème. Notre gouvernement provincial tolère la chose aussi bien que notre gouvernement fédéral. Pourquoi? Parce qu'il laisse la grosse entreprise faire main basse sur ce qui relevait autrefois de la pêche côtière.

Je veux revenir à la question des marchés sous-exploités, car c'est vers cela que le gouvernement doit s'orienter s'il veut sauver le secteur des pêches. Si nous encourageons les pêcheurs hauturiers à se lancer sur les marchés sous-exploités à l'intérieur de la limite de 200 milles, les étrangers n'auraient pas besoin de venir. C'est un principe très simple, mais le gouvernement semble avoir beaucoup de mal à comprendre que, si nous pêchions les espèces sous-utilisées ici au Canada, les étrangers ne viendraient pas pêcher à l'intérieur de notre zone de 200 milles. Ces gros chalutiers étrangers de pêcheurs hauturiers ne viendraient pas prendre 400 000 livres de poisson par voyage alors que nos pêcheurs, s'ils peuvent même pêcher une fois par semaine, ne doivent pas dépasser les 2 000 livres.

• (1200)

On a augmenté les sommes affectées à l'exploitation et à la commercialisation des espèces sous-utilisées afin de maintenir la capacité de production des usines de transformation qui devraient autrement fermer leurs portes.